



### CHIFFRES CLÉS

700,000

ENFANTS TOUCHÉS PAR  
LA FERMETURE DES  
ÉCOLES

Moins de 30 %  
DES ÉCOLES SONT  
OPÉRATIONNELLES DANS  
LES RÉGIONS NOSO

3 millions  
DE PERSONNES  
TOUCHÉES PAR LA CRISE  
ANGLOPHONE

+700,000  
PERSONNES SONT  
DÉPLACÉES À  
L'INTÉRIEUR DU PAYS  
EN RAISON DE LA CRISE  
ANGLOPHONE  
(LA PLUPART D'ENTRE  
ELLES SE TROUVENT  
DANS LES RÉGIONS  
NOSO ET DU LITTORAL,  
MAIS AUSSI DANS LES  
RÉGIONS DU CENTRE ET  
DE L'ADAMAWA).

\* Il s'agissait des dernières données disponibles avant la publication.



### APERÇU DE LA SITUATION

700 000 enfants ont été affectés par la fermeture des écoles dans les régions du Nord-Ouest (NO) et du Sud-Ouest (SO) du Cameroun (désignées désormais comme les régions NOSO) en raison de la crise anglophone qui a débuté en 2016 (entretien avec un informateur clé 16/11/2020 ; OCHA 31/05/2019). Certains groupes séparatistes armés protestent contre le système éducatif du gouvernement camerounais en forçant la fermeture des écoles, en s'en prenant aux élèves et au personnel enseignant et en assiégeant les établissements scolaires. En 2017, les séparatistes ont imposé un boycott de l'éducation formelle basée sur le programme national et la plupart des écoles des régions du NOSO sont fermées pour la quatrième année consécutive (IFRI 06/2020; ICG 02/08/2017; BBC 02/09/2019; The Guardian 03/09/2019; AI 12/06/2018; entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

L'éducation est un élément clé de la crise anglophone. D'une part, elle a été considérablement affectée par la crise et, d'autre part, les grèves liées aux questions relatives à l'éducation ont été un moteur du conflit. Depuis l'indépendance du Cameroun en 1961, l'accent mis par le gouvernement sur les régions francophones au détriment des régions anglophones s'est traduit par la perception d'une marginalisation des régions NOSO, des lacunes en matière de gouvernance et du dualisme des systèmes, y compris l'éducation. En raison d'un manque d'harmonisation du système éducatif, d'une faible promotion du bilinguisme à l'échelle nationale et d'une allocation non diversifiée des ressources, les enfants et les adultes se sont sentis de plus en plus contraints à étudier sous le système éducatif anglais dans les régions NOSO, contribuant ainsi à la crise actuelle. Le boycott de l'éducation formelle par les groupes armés dans les régions NOSO a empêché les enfants d'aller à l'école et

a conduit l'apprentissage dans une impasse (IFRI 06/2020; ICG 02/08/2017; OCHA 31/10/2020; DW 06/11/2020).

Les enfants et le personnel enseignant ont été menacés, kidnappés, harcelés et tués pour être allés à l'école. Cette violence, ce stress et cette peur peuvent avoir des effets visibles et invisibles sur la santé physique et mentale à court et à long terme (Protection Cluster 04/2019; Cameroon Education Cluster 04/09/2020).

Les enfants affectés par la crise anglophone risquent davantage d'être recrutés, d'être victimes de violence basée sur le genre (VBG) et d'abus et d'être contraints à travailler. Certains parents dépendent du travail de leurs enfants pour subvenir aux besoins de leur famille et les envoient notamment travailler comme domestiques ou dans des fermes, récolter la veronique, mendier et, pour les adolescentes, se prostituer (Protection Cluster 04/2019; RDC 11/2020; OCHA 06/2020).

Certains membres de la communauté, y compris certains membres du personnel enseignant à la retraite et des membres d'églises, ont discrètement proposé une éducation non formelle, bien que celle-ci soit limitée (IFRI 06/2020).

La fermeture prolongée des écoles aggravera la perte de capital humain et d'opportunités économiques à long terme (OCHA 24/07/2020). Les préoccupations majeures sont le manque d'environnements d'apprentissage sûrs, le manque de personnel enseignant formé et qualifié (y compris le personnel enseignant formé aux compétences de base dans les services de soutien psychologique) et le manque de matériel pédagogique (UNICEF Cameroun consulté le 01/02/2021).

## PORTÉE ET ÉCHELLE PRÉVUES

Certains séparatistes prétendent qu'un accord politique est nécessaire entre les séparatistes et le gouvernement camerounais pour mettre fin aux crises anglophone et pédagogique. Il est également de plus en plus difficile de trouver des programmes politiques et des idéologies communs parmi les groupes armés. Les enfants ne sont susceptibles d'accéder pleinement et en toute sécurité à l'éducation qu'après l'obtention d'une solution politique.

Si le boycott de l'éducation se poursuit, il est probable que davantage d'enfants seront contraints d'abandonner l'école et devront faire face à des difficultés à long terme pour obtenir des moyens de subsistance leur permettant de subvenir à leurs besoins.

À long terme, le manque d'éducation est susceptible d'avoir un impact négatif sur le développement économique des régions NOSO et de l'ensemble du Cameroun. Le manque d'éducation peut également perpétuer les inégalités et la pauvreté en raison de l'accès limité aux possibilités d'emploi et entraîner une baisse des revenus (The World 20/02/2017; Nations Unies 08/2020; OCDE 29/05/2018; Banque mondiale 2018).

L'exposition à la violence et aux abus dans et en dehors de l'école peut entraîner des effets à long terme sur le bien-être mental, y compris des symptômes traumatiques (Protection Cluster 04/2019). Il faudra des générations entières pour atténuer les conséquences de faibles niveaux d'éducation dans les régions NOSO (OCHA 06/2020).

Des informations sur le nombre d'enfants en âge scolaire vivant dans les régions NOSO sont indispensables pour connaître l'ampleur de la crise de l'éducation dans ces régions.

## MÉTHODOLOGIE ET LIMITATION

Ce rapport vient consolider les informations provenant d'un large éventail de sources de données secondaires disponibles sur la crise anglophone au Cameroun, y compris les agences de l'ONU, les ONG, la Banque mondiale, les médias et les entretiens avec des informateurs clés réalisés en novembre 2020 et en février 2021. Avant sa publication, le rapport a été partagé avec des partenaires externes travaillant au Cameroun afin de recouper les informations. Le principal défi était le manque d'informations précises et actualisées sur le nombre d'enfants touchés par la crise et ayant besoin d'éducation, ainsi que d'informations relatives aux problèmes de protection auxquels ces enfants sont confrontés.

## SITUATION ACTUELLE

### Profil démographique

La population anglophone du Cameroun compte environ 5 millions de personnes, soit 20 % de la population totale du pays (24 millions). La plupart des anglophones résident dans les régions NOSO (Willis et al. 30/10/2019; ICG 02/08/2017; ID4D 15/07/2020).

Près de la moitié de la population camerounaise a moins de 18 ans et 42 % sont des enfants de moins de 14 ans (CIA 16/02/2021; OCHA 01/2019). Le nombre d'enfants résidant dans les régions NOSO est inconnu.

### Niveaux d'alphabétisation

Au Cameroun, 77 % des personnes âgées de 15 ans et plus sont alphabètes (83 % des hommes et 72 % des femmes). (CIA 16/02/2021; PNUD consulté le 16/12/2020).

### Crise anglophone

La majorité du Cameroun est ancrée dans les traditions et le système judiciaire francophones, tandis que les régions minoritaires NOSO sont ancrées dans les traditions et le système judiciaire anglophones et considèrent depuis longtemps l'influence francophone comme une menace pour leur mode de vie (IPSS 03/2020; The Conversation 15/10/2017). La « crise anglophone » actuelle a débuté en 2016 lorsque des grèves et des manifestations ont été organisées dans les régions NOSO anglophones afin de dénoncer la domination de la langue et des traditions françaises dans les systèmes éducatif et judiciaire. La situation a dégénéré en conflit armé entre un<sup>1</sup> mouvement indépendantiste et le gouvernement camerounais et animé par des idéologies politiques et culturelles (IPSS 03/2020). Les violentes campagnes instiguées par les séparatistes et les forces militaires camerounaises dans les régions NOSO ont entraîné d'importants besoins humanitaires, notamment alimentaires et sanitaires, et affecté au moins 3 millions de personnes (OCHA 26/01/2021). 705 800 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, 360 500 ont été rapatriées et 61 300 personnes réfugiées camerounaises ont été accueillies au Nigéria (OCHA consulté le 30/12/2020; OCHA 02/02/2021). Le nombre de personnes tuées depuis le début du conflit est estimé à plus de 3 000 (The New Humanitarian 08/07/2020).

<sup>1</sup> Les séparatistes sont organisés autour de deux principaux organes politiques : le gouvernement provisoire de la République d'Ambazonie et le conseil de gouvernance d'Ambazonie. Les deux détiennent des branches armées. Il existe d'autres organisations séparatistes plus petites. Le mouvement séparatiste et ses idéologies varient. Les organisations séparatistes et les groupes armés ne partagent pas toujours les mêmes revendications politiques ni les mêmes stratégies opérationnelles. Alors qu'une grande partie de la population anglophone semble favoriser le fédéralisme, le soutien au conflit armé a diminué (ICG 02/05/2019).

## Atteintes à l'éducation

Depuis 2016, des écoles ont été fermées dans les régions NOSO dans le cadre du boycott contre l'éducation et la plupart d'entre elles ne peuvent pas rouvrir en raison des menaces d'attaques violentes. Des groupes séparatistes armés et des assaillants inconnus ont endommagé, détruit ou incendié au moins 74 écoles dans les régions NOSO depuis le début du conflit en juin 2019 (UN News 21/06/2019; HRW 20/02/2019; SODEI 08/02/2021). Entre janvier et septembre 2020 à Nchum et Bafut (dans le département de Mezam, région NO), au moins deux incidents ont impliqué une occupation militaire et l'incendie et les dommages présumés de deux établissements scolaires primaires non opérationnels. Les écoles n'étaient pas opérationnelles en raison de leur fermeture due à la Covid-19 et du boycott des écoles régionales (OCHA 02/11/2020).



OCHA signale qu'entre le 1er octobre et le 10 décembre 2020, 35 attaques ont eu lieu contre des établissements scolaires dans les régions NOSO (OCHA 02/02/2021).

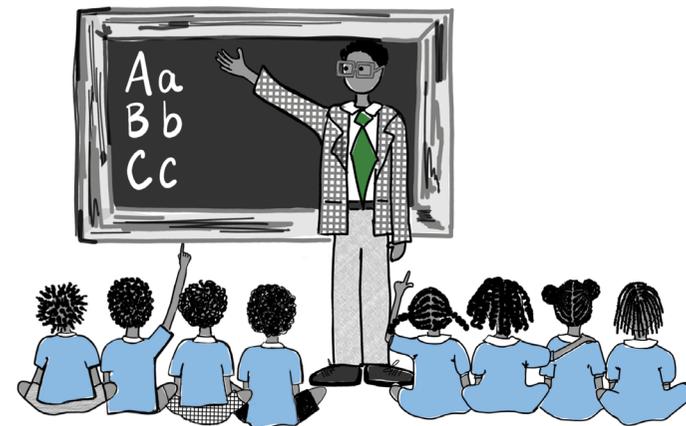
Les enfants ont commencé l'année scolaire 2020/2021 en octobre 2020 en présentiel mais les attaques contre les écoles se sont poursuivies. Au cours de la première semaine de la nouvelle année scolaire et avant les 35 attaques, pour la première fois depuis le début du conflit, deux leaders séparatistes clés ont appelé à la réouverture des écoles dans les régions NOSO. Ils ont souligné que les boycotts scolaires n'étaient plus une arme contre le gouvernement camerounais (Atlantic Chronicles 03/12/2020).

Cependant, début novembre, au moins six élèves et 11 membres du personnel enseignant ont été enlevés et les locaux scolaires incendiés (OCHA 30/11/2020). Les élèves et le personnel enseignant ont signalé des cas de harcèlement et d'intimidation dans plusieurs écoles de Kumbo (département de Bui au NO), de Fundong (département de Boyo au NO) et de Limbe (département de Fako au SO). Des menaces et des attaques ont également été signalées tout au long du mois de novembre, y compris le meurtre de deux membres du personnel enseignant et l'enlèvement d'un troisième ancien membre (UNICEF 06/11/2020; Cameroon Education Cluster 04/09/2020; OCHA 30/11/2020; entretien avec un informateur clé 05/02/2021). Trois attaques notables ont eu lieu les 23 et 24 octobre et en novembre ayant entraîné l'enlèvement, la blessure et la mort d'enfants et de membres du personnel enseignant à travers les régions NOSO (DW 06/11/2020; GCR2P 15/01/2021; The Africa Report 25/10/2020; UNICEF 06/11/2020; HRW 02/11/2020; UN News 26/10/2020). Des milliers d'élèves n'ont pas repris le chemin de l'école depuis les attentats de fin octobre. Les parents, inquiets et craignant pour la sécurité de leurs enfants, hésitent de plus en plus à les envoyer à l'école (OCHA 31/10/2020; DW 06/12/2020).

Le gouvernement camerounais contrôle moins de la moitié des territoires dans les régions NOSO, tandis que les groupes séparatistes armés, contrôlant davantage la région NO, prédominant dans les zones rurales. Education Cluster signale que l'éducation formelle est considérée sûre uniquement dans certaines parties des principaux centres urbains restant majoritairement sous le contrôle du gouvernement (IFRI 06/2020; Cameroon Education Cluster 04/09/2020).

## BESOINS ACTUELS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

### Accès à l'école et à l'éducation





Depuis 2016, l'accès à l'école et à l'éducation dans les régions NOSO a été difficile parmi les incitations à la violence des séparatistes et des forces armées camerounaises les uns envers les autres et à l'encontre des civils. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation en obligeant le Cameroun à fermer temporairement les écoles de mars à octobre 2020 ; exception faite pour les élèves devant passer leurs examens de fin d'études en juin et qui avaient été autorisés à se rendre sur place.

L'année scolaire 2020/2021 a commencé le 5 octobre en présentiel pour les élèves du primaire et du secondaire avec l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 (OCHA 15/09/2020). L'année universitaire 2019/2020 a commencé le 2 septembre 2019 et devait se terminer le 31 juillet (CRTV 22/07/2019).

Pendant les premiers mois de la nouvelle année scolaire 2020/2021, moins de 30 % des écoles des régions NOSO étaient opérationnelles. En janvier 2021, 40 % des élèves du primaire dans la région SO allaient à l'école, contre 42 % en octobre 2020, alors que la scolarisation dans le secondaire avait chuté de 72 % à 57 % (de 13 000 élèves) entre octobre 2020 et janvier 2021 dans la région SO. Dans la région NO, la fréquentation des élèves du primaire a augmenté de 79 % à 83 % entre octobre 2020 et janvier 2021 (entretien avec un informateur clé 05/02/2021).

Malgré le manque d'écoles opérationnelles au début de la nouvelle année scolaire et le manque de personnel enseignant dans les salles de classe, une plus forte concentration d'enfants reçoivent une éducation dans les zones urbaines. Les zones urbaines contrôlées par l'armée du gouvernement camerounais sont considérées comme étant sans danger, aussi nombre d'enfants s'y rendent ou s'y installent définitivement pour avoir accès à une éducation sûre (OCHA 31/10/2020 ; entretien avec un informateur clé 03/02/2021). OCHA signale que les écoles des zones urbaines des régions NO sont surpeuplées mais que seules certaines écoles sont fonctionnelles et que des élèves d'autres régions fréquentent les quelques écoles qui fonctionnent. (OCHA 02/02/2021).



	NOMBRE D'ÉCOLES OPÉRATIONNELLES OCTOBRE/ NOVEMBRE 2020	NOMBRE D'ÉCOLES EXISTANTES	% D'ÉCOLES OPÉRATIONNELLES
Écoles primaires au NO	730	3 127	23 %
Écoles secondaires au NO	143	558	26 %
Total des écoles dans la région NO	873	3 685	24 %
Écoles primaires au SO	837	2 185	38 %
Écoles secondaires au SO	89	352	25 %
Total des écoles dans la région SO	926	2 537	37 %
Total des écoles dans les régions NOSO	1 799	6 222	29 %

Tableau 1: Écoles opérationnelles dans les régions NOSO (OCHA 02/02/2021; OCHA 31/10/2020)<sup>2</sup>

En raison du large nombre d'écoles fermées et d'attaques à l'encontre des établissements scolaires, du personnel enseignant et des élèves, les écoles des régions NOSO manquent de matériel d'apprentissage et d'enseignement de base, notamment des cahiers, des bureaux et du matériel d'écriture. S'ajoute à cela une disparité des ressources entre différents programmes pédagogiques et entre l'enseignement privé et public (Cameroon Education Cluster 04/09/2020 ; entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

La plupart des écoles manquent d'électricité et d'ordinateurs (de bureau et portables), ce qui signifie que les enfants ne peuvent pas acquérir les compétences essentielles dans le monde numérique d'aujourd'hui. Ces compétences numériques, y compris les technologies de l'information et de la communication, pourraient améliorer l'accès des enfants à un choix plus vaste de possibilités professionnelles à l'avenir.

L'effectif du personnel enseignant a diminué dans les régions NOSO en raison de la peur des représailles de la part des séparatistes s'opposant à l'éducation et à l'apprentissage. Un grand nombre du personnel enseignant a fui vers d'autres régions du pays ou a été contraint de ne pas enseigner. Dans la région NO, 33 % du personnel enseignant dans le primaire et 78 % dans le secondaire n'ont pas travaillé entre octobre 2020 et janvier 2021 (OCHA 31/10/2020 ; entretien avec un informateur clé 05/02/2021).

<sup>2</sup> Veuillez noter qu'il peut y avoir des divergences concernant le nombre exact d'écoles opérationnelles dans les régions NOSO.

Il existe aussi un manque de personnel enseignant qualifié, notamment dans les zones rurales. Nombre d'enseignantes et d'enseignants du Cameroun n'ont reçu aucune formation. Une étude menée dans la région NO a montré que beaucoup d'entre elles et eux n'ont qu'une seule année de formation, voire aucune (The Conversation 18/09/2018). Il s'avère donc nécessaire de former le personnel enseignant.

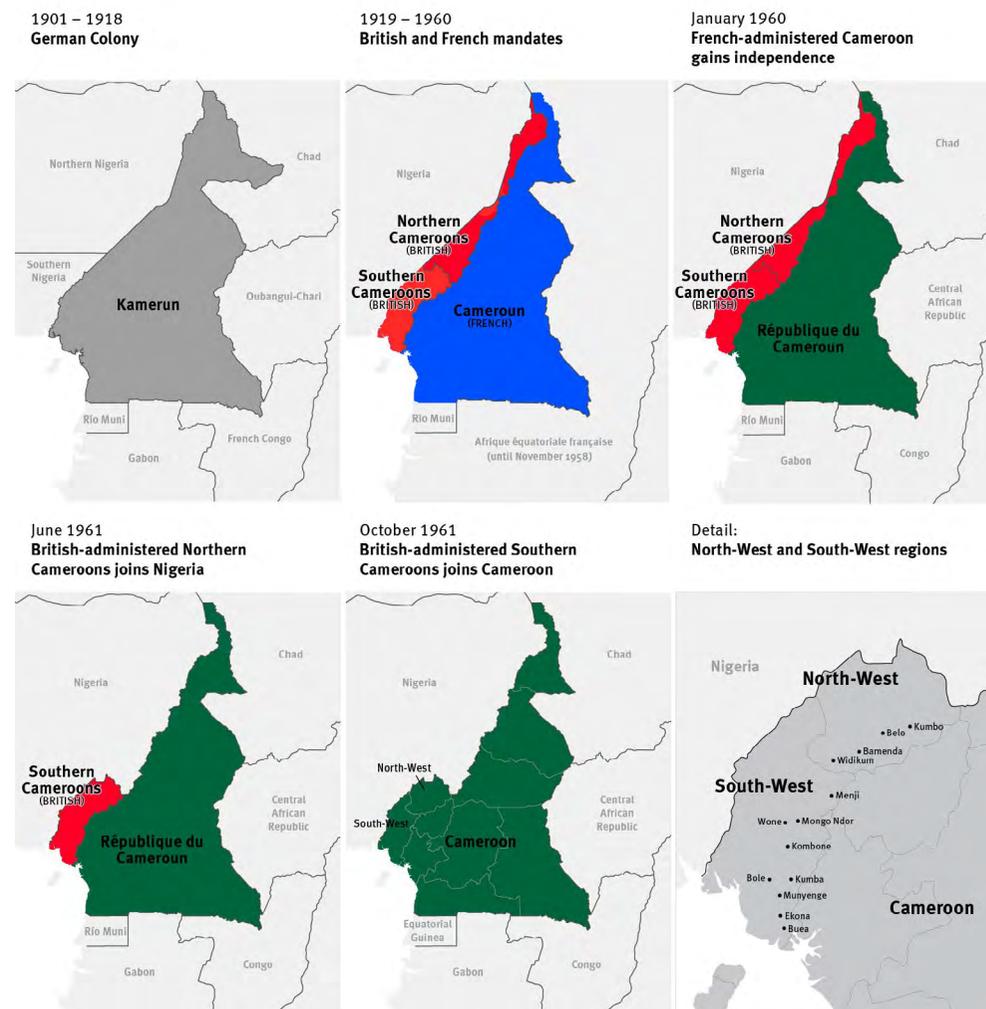
Les besoins en matière d'éducation influencent d'autres aspects de la vie des personnes touchées par la crise anglophone, comme la sécurité, la santé, (notamment le soutien psychosocial) et WASH (Eau, Assainissement et Hygiène pour tous). Scolarisés ou non, les enfants sont vulnérables face à la violence et aux abus pouvant affecter leur santé physique et mentale. Les enfants et le personnel enseignant ont besoin d'espaces d'apprentissage et d'interaction sûrs. Il est nécessaire de disposer davantage de formations et de dispositifs en matière de protection, notamment sur l'évacuation, les premiers secours et la préparation aux situations d'urgence en cas d'attaques armées. Les enfants affectés par le conflit, y compris les enfants déplacés et dans les communautés d'accueil, ont besoin d'un environnement pédagogique sûr, d'un soutien psychosocial et d'une protection contre les abus et les violations des droits de la personne. Un accès équitable aux services et à l'assistance doit être garanti à toute personne dans le besoin (entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

Sans écoles opérationnelles, les enfants risquent de ne pas avoir accès à des environnements d'apprentissage sûrs qui leur apporteraient non seulement un espace pour apprendre, mais aussi une protection et un accès aux services de santé de base et aux programmes d'alimentation scolaire.

## INFORMATION CONTEXTUELLE

### Histoire du conflit et parties prenantes concernées

L'origine de la crise anglophone est ancrée dans la période coloniale (1919 à 1960/1961)<sup>3</sup> et dans le processus d'unification et de centralisation du Cameroun (1961 au milieu des années 1990). La zone désormais connue comme les régions NOSO était sous contrôle administratif britannique pendant la période coloniale, tandis que le reste du pays était administré par la France. Cette situation a entraîné non seulement des différences linguistiques mais aussi culturelles et administratives, principalement liées à l'existence de deux systèmes judiciaires et éducatifs mis en œuvre dans le Cameroun post-colonial. Après l'indépendance des régions francophones en 1960 et l'indépendance des régions NOSO (anciennement connu sous le nom de Cameroun du sud) en 1961, la réunification a eu lieu en 1961 et a abouti à l'établissement d'une république fédérale. Le fédéralisme a été réprimé depuis un référendum en 1972, centralisant davantage le système politique. Le gouvernement central



La crise actuelle a débuté en octobre 2016 lorsque certains avocats des régions NOSO ont fait grève en raison du manque d'application du système de « common law » (en anglais) dans les deux régions, du manque de traduction des documents juridiques en anglais et de la nomination constante de magistrats francophones dans les régions NOSO. Une grève du personnel enseignant y a fait suite pour dénoncer le manque de personnel enseignant anglophone et l'incapacité du gouvernement camerounais à respecter le modèle anglo-saxon des systèmes scolaires et universitaires régionaux. Les forces de l'ordre ont réagi par la

<sup>3</sup> En 1884, le gouvernement allemand établissait un protectorat appelé « Kameroun ». Il a été partagé entre la France et le Royaume-Uni après la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale.

force aux manifestations pacifiques pour la plupart, entraînant des blessures, des arrestations et des victimes (ICG 02/08/2017; Kouega 01/2018; AI 12/06/2018; HRW 2019; The Guardian 03/01/2018).

Le gouvernement camerounais a créé un comité chargé de négocier avec les syndicats en grève mais cela a engendré des résultats moindres et le manque de confiance entre les deux parties a rendu les négociations difficiles. Dans un climat de répression violente et accrue des forces de l'ordre, le consortium camerounais anglophone de la société civile, créé par les syndicats, en a appelé à une opération « ville fantôme » pendant deux jours dans les régions NOSO, signifiant que l'ensemble des entreprises et des activités, y compris les établissements scolaires, devaient cesser et que toute la population devait rester à la maison. Le gouvernement camerounais a réagi en arrêtant d'éminents dirigeants du mouvement et en interrompant la connection Internet dans les régions NOSO. La crise et la volonté d'une grande partie de la population anglophone de s'impliquer dans les manifestations et les boycotts ont renforcé son soutien au fédéralisme et au sécessionnisme (ICG 02/08/2017; ACCORD 21/07/2017). Le 1er octobre 2017, un an après le début de la crise, les militants sécessionnistes ont symboliquement proclamé l'indépendance des régions NOSO et l'ont nommée Ambazonie. Les manifestations liées à cet événement ont été contrées par les forces de l'ordre et la crise a dégénéré en un conflit violent entre les forces de l'ordre et certains groupes séparatistes armés, affectant les populations civiles (ICG 19/10/2017; ICG 26/04/2018; Kouega 01/2018). Alors que les positions des groupes séparatistes armés se sont diversifiées, certains d'entre eux sont devenus violents, ont poursuivi le boycott du système éducatif du gouvernement camerounais et ont mené des attaques contre les écoles. Malgré certaines tentatives de négociation entre le gouvernement camerounais et les groupes séparatistes armés, y compris la médiation par des tiers, la crise n'est toujours pas résolue et la violence continue (The Africa Report 09/09/2020).

## Système éducatif au Cameroun

Le système éducatif dans les régions NOSO est composé de deux sous-systèmes basés sur des programmes d'enseignement en français et en anglais. Ces deux traditions éducatives contribuent à ce que les enfants se perçoivent comme anglophones ou francophones. Le système éducatif au Cameroun est toujours centralisé, ce qui signifie que le Ministère de l'éducation de base supervise et gère les deux sous-systèmes (Ministère de l'éducation de base du Cameroun consulté le 16/02/2021).

L'enseignement primaire est obligatoire dans toutes les régions du Cameroun. Il commence à l'âge de six ans et dure six ans. L'enseignement secondaire est divisé en deux cycles, à savoir le secondaire de premier cycle et le secondaire de deuxième cycle (lycée). Le premier cycle de l'enseignement secondaire dure quatre ans dans le système francophone et cinq ans dans le système anglophone. Le deuxième cycle dure trois ans dans le système francophone et deux ans dans le système anglophone. L'anglais est une matière obligatoire dans

le système français, de la première année d'école primaire jusqu'à la fin du lycée (second cycle). Dans le système anglais, le français est obligatoire de la première année de primaire jusqu'à la fin de l'école du premier cycle de secondaire.

La plupart des écoles basées sur le système anglais sont situées dans les régions NOSO, alors que les écoles françaises sont principalement situées dans les huit autres régions majoritairement francophones (Banque mondiale 30/04/2019).

## La crise anglophone dans le secteur de l'éducation

Comme le système éducatif des régions NOSO reflète le système britannique et anglophone, il est destiné à apprendre aux enfants les compétences techniques qui les aideront à accéder au marché du travail anglophone. L'éducation n'a pas seulement été un des secteurs les plus affectés par la crise anglophone mais le système et les débats inhérents sont aussi parmi les principaux moteurs du conflit (The Guardian 03/09/2019; IFRI 06/2020). Quelques mois après le début de la crise en octobre 2016, le gouvernement camerounais tentait de mettre en place certaines mesures tant dans le secteur éducatif que judiciaire, notamment l'embauche d'un millier d'enseignantes et enseignants bilingues et la création d'une commission nationale sur le bilinguisme et le multiculturalisme. Cependant, pour les militants anglophones, ces mesures se sont avérées insuffisantes et n'ont pas été perçues comme une réponse à leurs préoccupations politiques concernant le manque de pouvoir politique et administratif (ICG 02/08/2017). Les écoles des régions NOSO ont été fermées depuis le début de la crise comme faisant partie des opérations « ville fantôme » et de confinement menées prédioidiquement par les séparatistes. Les séparatistes voient le boycott comme un moyen de faire pression sur le gouvernement et le justifient par leur vaste rejet des institutions gouvernementales (IFRI 06/2020; SODEI 08/02/2021). Certaines écoles n'ont pas réouvert en raison des menaces d'attaques par les séparatistes violents à l'encontre autant des personnes que des établissements scolaires (The New Humanitarian 16/02/2021; OCHA 02/02/2021).

## Bilinguisme

L'anglais et le français sont les deux langues officielles du Cameroun. Les politiques en matière d'éducation convenues pendant l'unification postcoloniale du Cameroun laissaient entendre que la population camerounaise devait apprendre et utiliser à la fois l'anglais et le français. Cependant, la majorité des documents officiels sont publiés en français seulement (Their world 20/02/2017; Takam, Fassé 21/03/2019). Alors que le bilinguisme est officiellement endossé par la constitution, les analystes ont souligné une politique d'assimilation des caractéristiques linguistiques et culturelles de la population camerounaise anglophone dans le système francophone. Les écoles publiques bilingues sont rares et le bilinguisme n'est ni encouragé ni mis en œuvre. Un fait perçu comme responsable de la marginalisation des personnes anglophones qui sont confrontées à un accès limité aux emplois publics et à des problèmes de gestion administrative auprès des autorités (IFRI 06/2020).

## CONSÉQUENCES HUMANITAIRES

### Conséquences à court terme



Les risques de violence envers les enfants, notamment la violence sexuelle basée sur le genre, ont augmenté dans les régions NOSO à mesure que le conflit s'est aggravé. L'éducation dans ces régions est perfide pour les enfants. Scolarisés ou pas, les enfants font face à des menaces pour leur sécurité. Les enfants scolarisés courent davantage de risques d'être attaqués, harcelés, kidnappés ou tués parce qu'ils ne respectent pas le boycott de l'éducation formelle. Les enfants n'étant pas scolarisés font face à d'autres risques, notamment la violence sexuelle, le travail, le mariage, le recrutement forcé, l'arrestation et l'emprisonnement arbitraire. La protection est un besoin prioritaire pour les enfants scolarisés ou pas (Protection Cluster 04/2019; entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

### Impacts sur les enfants scolarisés

Le personnel enseignant et les élèves des régions NOSO sont constamment menacés de violence et d'attaques, ce qui engendre la peur et a des conséquences sur le bien-être affectif et la santé mentale des enfants, du personnel enseignant et de leur famille. Certaines menaces de violence existent aussi en ligne. En septembre 2017, par exemple, une photo a été publiée en ligne montrant cinq enfants identifiables dans une classe, les accusant de « trahison » et demandant aux utilisateurs des médias sociaux de « les lapider » (Protection Cluster 04/2019).

Les enfants souffrant de détresse mentale adoptent parfois des stratégies d'adaptation négatives telles que l'usage de drogues, le vol et le recrutement dans des groupes armés (Protection Cluster 04/2019). Les enfants affectés par le conflit ont donc besoin de soutien en matière de santé mentale.

### Impacts sur les enfants non scolarisés

**Recrutement d'enfants:** Ces dernières années, des enfants ont été recrutés par des groupes armés dans les régions NOSO. Une fois recrutés, la plupart des enfants dans les groupes armés n'ont accès à aucune forme d'éducation. Les enfants non scolarisés sont plus vulnérables au recrutement, surtout les enfants orphelins ou séparés. Les enfants sont souvent recrutés sous de fausses promesses d'éducation, de sécurité et de rémunération (BBC 02/09/2019). Les enfants dans les groupes armés sont souvent abusés, exploités, parfois tués et peuvent être forcés à observer ou à participer à des atrocités (Cameroon Education Cluster 04/09/2020). Malgré le manque d'information sur le recrutement forcé, on sait que certaines filles font aussi partie de groupes armés et y tiennent divers rôles de combattantes, d'esclaves sexuelles (ou « femmes de brousse ») et de messagères (OCHA 03/2020; IFRI 06/2020).

**Violence basée sur le genre (VBG):** L'exploitation sexuelle et la VBG visant les femmes, les filles et les garçons existaient avant le conflit mais ont augmenté depuis 2017 dans les régions NOSO (Protection Cluster 04/2019; IASC 23/10/2019). La VBG et les abus ont été commis par toutes les parties au conflit (IFRI 06/2020; VoA 20/02/2019). Les données les plus récentes sur la VBG datent de novembre et décembre 2020. 798 incidents de VBG ont été signalés en novembre 2020 et dont 61 % des survivants étaient des enfants. La violence sexuelle constitue 42 % du nombre total des cas. Au cours du même mois, on a observé une augmentation de la VBG chez les enfants, les adolescentes et les adolescents, y compris des grossesses prématurées et des mariages précoces et forcés (OCHA 30/11/2020). En décembre 2020, 245 incidents de VBG ont été signalés et dont 37 % des survivants étaient des enfants. Ce nombre représente les cas signalés aux partenaires de VBG d'OCHA pendant la mise en oeuvre d'activités mais pas l'ensemble des cas de VBG dans les régions NOSO (OCHA 02/02/2021).

Le taux de grossesse chez les adolescentes a augmenté ces dernières années et les absences de l'école sont considérées comme étant le principal facteur. Suite aux grossesses précoces, certaines filles ont recours à des pratiques risquées d'avortement (Protection Cluster 04/2019; ONU Femmes 05/2019; IASC 17/10/2019; OCHA 03/2020).

**Abus des enfants:** Alors que tous les enfants affectés par la crise sont victimes d'insécurité et de violations des droits de la personne, notamment la traite, le travail et les abus des enfants autant à la maison que dans les orphelinats, les enfants non scolarisés dans les régions NOSO courent davantage de risques. Sans « l'espace sûr » que l'école fournit normalement, les enfants sont plus susceptibles de passer du temps dans les rues où ils risquent d'être victimes d'enlèvement et de traite. L'enlèvement d'enfants a augmenté depuis 2016 (Protection Cluster 04/2019; Cameroon Education Cluster 04/09/2020; OCHA 06/2020).

Les enfants non scolarisés font face à des arrestations et des détentions arbitraires. Les forces de l'ordre présument qu'ils sont membres de groupes séparatistes armés. Il s'agit

d'une préoccupation à laquelle sont confrontés les enfants de la région NO en particulier (entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

**Travail des enfants:** Il existe un lien direct au Cameroun entre l'accès à l'éducation et le travail des enfants et ils s'influencent mutuellement. Dans les régions NOSO, le travail des enfants est un risque immédiat résultant des absences de l'école ( Protection Cluster 04/2019 ; US Department of Labor 2015). Au Cameroun, selon les dernières données disponibles, 39 % des enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent (40 % des garçons camerounais et 38 % des filles camerounaises) (UNICEF 10/2019). Les enfants, les adolescentes et les adolescents soutiennent surtout leurs familles en travaillant comme domestiques ou dans les fermes. Malgré le manque de données spécifiques pour les régions NOSO, le travail des enfants a été signalé. Dans ces régions, les filles séparées de leurs familles (en raison parfois de déplacement) sont susceptibles de travailler comme vendeuses, couturières ou domestiques (IASC 17/10/2019). Les enfants risquent davantage d'adopter des stratégies d'adaptation négatives pour subsister à leurs besoins, comme le commerce transfrontalier, l'enlèvement, le vol et la prostitution ( ID4D 15/07/2020).



### Impacts sur les mouvements de population

La violence a forcé les enfants et leur famille à fuir leur foyer et à devenir des personnes déplacées. En octobre 2020 seulement, plus de 150 enfants et leurs familles ont fui le bas Ndungated dans le département de Lebialem dans la région SO vers Fongo Tongo et Dschang dans la région de l'Ouest, à la recherche de possibilités pour permettre aux enfants d'aller à l'école en toute sécurité (OCHA 31/10/2020).

Des milliers de familles anglophones se sont résolues à envoyer leurs enfants dans des écoles bilingues dans les régions francophones (ICG 19/10/ 2017). En octobre 2019, on a estimé à 30 000 le nombre d'enfants ayant intégré les écoles primaires des régions du littoral et de l'ouest, surchargeant des capacités éducatives régionales déjà limitées ( OCHA 06/2020). Street Child estime que plus de 100 000 enfants anglophones vivent dans les régions francophones avoisinantes. La majorité d'entre eux ne parle pas français et n'ont aucun document d'état civil. Ils sont souvent seuls et séparés de leurs parents. Nombre d'entre eux ont recours à la prostitution pour survivre ( Street Child 10/02/2020).

## Conséquences à long terme

### Augmentation des besoins psychosociaux

La pression de la crise anglophone, les absences à long terme de l'école et les pressions économiques familiales ont toutes le potentiel d'entraîner une détresse psychosociale prolongée et à long terme et des problèmes de santé mentale. Lorsque les enfants sont exposés à une violence constante et extrême, il peut y avoir plusieurs conséquences à long-terme pour leur développement psychosocial. De telles expériences peuvent aboutir à des problèmes de santé mentale et physique à long terme (War Child 04/04/2018). Le conflit dans les régions NOSO est une expérience traumatisante à laquelle les enfants doivent faire face à court terme. Une augmentation des abus de drogues et de suicides chez les adolescentes et les adolescents a été signalée (OCHA 06/2020). Pour éviter les impacts à long terme, les enfants d'âge scolaire ont besoin d'un soutien psychosocial et d'un environnement pédagogique sûr (OCHA 06/2020; Protection Cluster 04/2019). L'OCDE a constaté qu'en général les personnes ayant davantage d'éducation ont tendance à avoir une meilleure santé, des comportements plus sains et un plus grand bien-être ( OCDE 2006). Ceci peut être lié au fait qu'un plus grand nombre d'années d'éducation mène souvent à une plus grande variété de possibilités d'emploi et des meilleurs revenus.

### Augmentation de la marginalisation économique et sociale

Les enfants enrôlés dans les forces armées sont incapables de fréquenter l'école, ce qui entraîne l'analphabétisme, limite leurs perspectives d'emploi et les laisse dans l'insécurité financière (Blattman 2006; Cameroon Education Cluster 04/09/2020). Si les enfants ne parviennent pas à réintégrer économiquement et socialement leur communauté après avoir quitté les forces ou les groupes armés, alors le risque d'être à nouveau recrutés est élevé, perpétuant ainsi le cycle de la violence et de la pauvreté. Les enfants associés auparavant aux forces et groupes armés peuvent se voir rejeter par leur propre famille ou communauté et, par conséquent, demeurer marginalisés et stigmatisés, notamment les filles ayant eu un enfant avec un soldat.

L'accès à l'éducation est lié à des profits économiques avantageux, notamment des revenus plus élevés au cours de la vie active et davantage de perspectives professionnelles (Banque mondiale 2018). Les élèves connaissant une baisse importante de leurs études sont plus susceptibles de faire face à une baisse de productivité et de revenus et à des perspectives d'emploi moindres à long terme. Une situation qui peut éventuellement mené à une perpétuation de l'inégalité et de la pauvreté intergénérationnelle, notamment pour les enfants déjà vulnérables du point de vue économique. Les élèves pourraient prendre du retard dans leur apprentissage en raison de la fermeture prolongée des écoles, ce qui entraînerait des inégalités entre les pairs à l'école et à l'avenir. Les élèves de milieux défavorisés sont particulièrement vulnérables à l'impact de la fermeture des écoles (ONU 08/2020; OCDE 29/05/2018).

Cela pourrait se traduire par des difficultés en matière de productivité et de croissance pour l'ensemble de la société (Commission Européenne 30/09/2020). Les enfants qui n'apprennent pas dans leur langue maternelle peuvent éventuellement se voir exclus du système éducatif et limités en matière de croissance économique et d'opportunités (Theirworld 20/02/2017).

Les enfants qui ont appris dans le système anglophone et passent ensuite dans le système francophone via la migration, le déplacement ou la poursuite d'études supérieures (enseignées principalement en français au Cameroun) font souvent face à des défis linguistiques. L'apprentissage dans une langue nouvelle peut s'avérer éprouvant et affecter la performance académique des enfants car il leur faut étudier deux fois plus que leurs camarades francophones. Certains élèves paient des traducteurs pour traduire leurs documents pédagogiques afin de progresser dans leurs cours (Theirworld 20/02/2017; Gonondo, Djiraro Mangué 01/2016).

### Augmentation des décrochages scolaires

Au niveau mondial, les recherches ont montré que les enfants n'étant pas scolarisés pendant des périodes prolongées sont plus susceptibles de décrocher du système scolaire, notamment lors de la phase critique entre deux niveaux d'études, leur âge plus avancé et/ou provenant de familles en situation financière ou sanitaire précaire (UNICEF 15/09/2020; Save the Children 13/07/2020). La perte de temps scolaire entraîne des résultats moindres et des compétences limitées, notamment en matière d'alphabétisation et de mathématiques qui sont des compétences essentielles au développement professionnel des élèves (Banque mondiale 2018; Commission Européenne 30/09/2020).

### Contraintes opérationnelles et humanitaires

L'accès humanitaire est limité dans les régions NOSO en raison de la violence et de l'insécurité. Les zones contrôlées par des groupes séparatistes armés sont plus isolées et plus difficiles d'accès et limitent davantage l'accès aux populations à des services de base.

Les postes de contrôle routiers mis en place à la fois par les groupes séparatistes armés et les forces de l'ordre gouvernementales ont entraîné des tentatives d'enlèvement et des demandes de rançons, engendrant ainsi une certaine insécurité et des retards dans les opérations et les activités humanitaires. Les jours « de confinement » encouragés par certains groupes séparatistes ont entraîné des restrictions de déplacement pour les organisations humanitaires et la population des zones affectées (OCHA 07/12/2020; OCHA 06/2020; ACAPS 12/2020).

Le gouvernement camerounais fait campagne pour la reprise officielle des activités scolaires alors que certains groupes séparatistes maintiennent le boycott. Cela pourrait modifier le niveau d'accès humanitaire sachant que l'accès aux activités et aux programmes scolaires dépend de qui contrôle la région (IFRI 06/2020 ; Cameroon Education Cluster 04/09/2020).

Les partenariats limités entre les autorités locales et les acteurs humanitaires en matière de programmes d'éducation freinent les opérations des organisations humanitaires. Le fait de prendre pour cible le personnel humanitaire et les établissements sanitaires et scolaires entrave davantage l'accès aux personnes dans le besoin (OCHA 07/12/2020; OCHA 06/2020; ACAPS 12/2020).

## FACTEURS AGGRAVANTS

### COVID-19

Le 16 février 2021, le Cameroun a reporté 31 394 cas confirmés de COVID-19 et 474 décès (OMS consulté le 16/02/2021).

Toutes les écoles du pays étaient fermées de mars à octobre 2020 pour aider à freiner la transmission du virus. Malgré les efforts pour réduire le nombre d'élèves par classe, les cas de COVID-19 ont augmenté dans les écoles des dix régions du Cameroun durant l'année scolaire actuelle. Pour y pallier, la désinfection de certaines écoles de l'extrême nord et des régions NOSO a été prévue ou effectuée (OCHA 30/11/2020; entretien avec un informateur clé 03/02/2021).

En 2020, la pandémie et le conflit ont forcé environ 1 million d'enfants à être déscolarisés dans les régions NOSO et ont eu des conséquences directes sur plus de 575 000 enfants d'âge scolaire (Cameroon Education Cluster 04/2020).

La COVID-19 a forcé l'aide humanitaire à se consacrer aux opérations de secours contre la pandémie et à mettre de côté les activités pédagogiques (Cameroon Education Cluster 01/04/2020).

### Crises multiples au Cameroun

Le Cameroun fait face à de multiples crises humanitaires, ce qui limite les capacités des parties prenantes nationales et internationales pour répondre aux besoins en matière d'éducation dans les régions NOSO. Outre la crise anglophone et l'épidémie de COVID-19, l'extrême nord est touché par une montée de violence et d'insécurité inhérentes aux activités de Boko Haram. Les régions d'Adamawa, du nord et de l'est ont accueilli plus de 315 000 personnes réfugiées de la République centrafricaine, ce qui exerce ainsi une pression sur des ressources naturelles et des services sociaux de base déjà limités (OCHA 06/2020; UNHCR 10/12/2020).

## CAPACITÉS D'INTERVENTION

### Capacités d'intervention locale et nationale

Au niveau local, les membres de la société civile s'efforcent de dépolitiser l'éducation en organisant des manifestations et des campagnes publiques et en appelant publiquement à la cessation des hostilités mais font néanmoins face à des menaces de violence. Certaines communautés ont organisé un nombre limité d'initiatives dans le but de créer des cours clandestins (IFRI 06/2020 ; The Guardian 03/09/2019). Le gouvernement camerounais encourage la présence scolaire et met en place des initiatives visant à améliorer les conditions des élèves et du personnel enseignant, en incitant notamment la création de milices pour informer les forces de l'ordre de tout mouvement suspect de groupes armés et pour assurer le transport du personnel enseignant vers les écoles (IFRI 06/2020 ; VoA 28/09/2020 ; VoA 11/10/2020 ; DW 06/11/2020).

### Capacités d'intervention internationale

Fin 2020, Education Cluster, en collaboration avec d'autres partenaires, a commencé à travailler sur un plan de plaidoyer pour parer aux attaques violentes visant l'éducation (OCHA 30/11/2020). Selon l'OCHA, 16 partenaires opérationnels, y compris des ONG internationales et locales et des agences de l'ONU (UNICEF et UNESCO), mettent actuellement en place un ensemble de 12 projets éducatifs dans les régions NOSO. C'est dans le département de Fako, dans la région SO, que le plus grand nombre de projets est mis en œuvre (OCHA 12/09/2020). Au 30 novembre 2020, les membres d'Education Cluster ont assuré l'accès à l'éducation à 71 731 enfants (32 022 garçons et 39 709 filles). Les activités comprennent la sensibilisation des communautés sur l'apprentissage protégé et sûr et l'apprentissage à distance, l'approvisionnement en matériel d'enseignement et d'apprentissage ainsi que des subventions pour les frais de scolarité (OCHA 30/11/2020). Malgré cette présence, la violence persistante contraint les activités opérationnelles en limitant notamment les capacités des partenaires d'Education Cluster pour recueillir des données (HRW 04/06/2020 ; Education Cluster Cameroun 04/09/2020).

Pour faire face à la fermeture de tous les établissements scolaires en raison de la COVID-19, les partenaires d'Education Cluster, y compris des ONG nationales, ont mis en place des activités d'apprentissage à distance dans les régions NOSO. Celles-ci ont principalement été menées par le biais de la radio avec notamment des sessions d'alphabétisation et de mathématiques. Les sessions d'apprentissage à la radio étaient organisées en petits groupes ou dans des centres communautaires. Certaines organisations humanitaires dans les régions NOSO ont mis en place un apprentissage assisté par ordinateur, TV ou tablette (Education Cluster Cameroun 01/04/2020).

### Capacités de réaction locale

Les communautés et le gouvernement camerounais disposent de capacités limitées pour répondre aux besoins pédagogiques, notamment en raison du conflit actuel, des mouvements de population et des perturbations des services de base (Education Cluster Cameroun 04/09/2020). Les communautés ont tenté d'organiser des cours informels aussi discrètement que possible. L'éducation informelle vise à poursuivre l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux enfants mais aussi à les protéger des abus, des violences et du recrutement forcé (IFRI 06/2020).

### MANQUE D'INFORMATIONS ET BESOINS

- Des informations détaillées sur la situation et les besoins acutels en matière d'éducation dans les régions NOSO sont limitées, y compris :
  - les données de la présence scolaire des élèves au titre de l'année scolaire 2019/2020,
  - les taux d'alphabétisation pour 2019 et 2020.
- Il manque des informations détaillées sur les taux de présence et d'alphabétisation avant le conflit.
- Il manque les informations relatives aux enfants handicapés, y compris leurs besoins spécifiques et l'accès à l'éducation dans les régions NOSO.
- Il manque des informations sur les programmes d'alimentation scolaire dans les régions NOSO. Ces informations sont importantes car elles permettraient de mieux comprendre les conséquences de la fermeture des écoles sur la sécurité alimentaire, la nutrition, et la santé des enfants non scolarisés.
- Il n'existe pas suffisamment de données concernant les enfants souffrant de détresse psychologique et de troubles mentaux suite au conflit et les enfants victimes de violations des droits de la personne, d'abus et de travail.
- Les informations concernant l'éducation informelle sont limitées : Comment et dans quelles circonstances est-elle dispensée (centres communautaires ou autres espaces pédagogiques) et quels sont les sujets/le contenu de l'apprentissage des enfants.
- Il manque des données et des études analysant la situation du travail des enfants dans les régions NOSO et qui seraient utiles pour organiser au mieux l'intervention en matière de protection de l'enfance.

*Ce rapport a été traduit par Translators Without Borders.*